


## KBOB- KBOB n° 32, Version 2018 (n1.3) français:


### Contrat-cadre pour prestations de mandataire

#### Page d'informations:


Informations importantes concernant l'utilisation de ce document

Autres informations: <http://kbob-faq.ch>

- **Compatibilité** du document: Word pour Windows à partir de la version 2003, Word pour MAC à partir de la version 2011
- **Word 2010-2016:** cochez la case  Compatibilité avec les versions précédentes de Word, afin d'éviter les modifications de formatage
- **Activez IMPÉRATIVEMENT les macros** avant de modifier ce document (cf. ci-dessous)
- **N'enregistrez pas** ce document **au format docx** (mais au format docm ou doc)


Cette page sert uniquement à vous fournir des indications pour déterminer quelques paramètres du document et à vous permettre de personnaliser l'en-tête du document. Elle ne s'imprime pas lorsque vous cliquez sur le bouton «**imprimer sans la page d'informations:** ».

#### 1) Activation des macros:

Si les macros ne sont pas activées, une partie des commandes automatiques insérées dans ce document ne s'exécuteront pas. Si, en ouvrant le document après avoir autorisé l'exécution des macros, vous voyez s'afficher le message  Les macros sont activées. et pouvez cliquer sur «OK», les macros sont activées correctement.



**Word pour MAC:** Dans le menu **Word / Paramètres / Sécurité**, partie sécurité des macros, cochez «avant l'ouverture d'un dossier, désactivez toutes les macros, indiquez l'avertissement» - ainsi, lors de l'ouverture d'un document Word, vous pourrez indiquer dans la fenêtre de dialogue qui s'affiche que vous autorisez les macros.

**Word 2003:** Sous **Outils > Macros > Sécurité**, vous pouvez régler le niveau de sécurité pour les macros. Sélectionnez le niveau «**moyen**». Lorsque vous ouvrez ensuite un document Word, une fenêtre de dialogue s'affiche dans laquelle vous pouvez indiquer que vous autorisez l'exécution des macros.




**Word 2007, étape 1:** Allez sous le bouton Microsoft Office  > **Options Word > Centre de gestion de la confidentialité > Paramètres du centre de gestion de la confidentialité > Paramètres des macros**, où vous pouvez régler le niveau de sécurité pour les macros (voir **étape 2**).

**Word 2010-2016, étape 1:** Allez sous l'onglet **Fichier** > **Options > Centre de gestion de la confidentialité > Paramètres du centre de gestion de la confidentialité > Paramètres des macros**, où vous pouvez régler le niveau de sécurité pour les macros (voir **étape 2**).

**Étape 2:** Sélectionnez l'option «**Désactivez toutes les macros avec notification**». Lorsque vous ouvrez ensuite un document Word, un avertissement de sécurité comprenant un bouton s'affiche sous le ruban. Utilisez ce bouton pour activer les macros:

Word 2007:  **Avertissement de sécurité** Du contenu actif a été désactivé. [Options...](#), Word 2010-2016:  **Avertissement de sécurité** Du contenu activé. Cliquez pour plus d'informations. [Activer le contenu](#)

#### 2) Détermination des paramètres du document et personnalisation de l'en-tête (en option)

 **Détermination de la monnaie** dans le document (dans les champs protégés). La monnaie standard est le franc suisse «CHF». Dans les champs non protégés (signalés par des coins rouges  ), la monnaie doit être adaptée manuellement.

 Personnalisation de la **note en pied de page** en option pour le document.

#### Personnalisation de l'en-tête (zone située à gauche du logo de la KBOB):

Concevez librement la partie gauche de l'en-tête en utilisant la **zone située à gauche de l'accolade rouge** (qui indique la hauteur maximale de l'en-tête). Si vous souhaitez insérer des **images**, allez sous **Insertion > Image** et recherchez les images en question dans vos dossiers)!



Cliquez sur ce bouton pour insérer l'en-tête (logo et texte) que vous avez conçu dans l'en-tête de la présente page et vérifiez s'il vous convient.



Si le résultat vous convient, cliquez sur ce bouton pour insérer l'en-tête dans le document aux endroits prévus à cet effet.



Direction générale des immeubles et  
du patrimoine (DGIP)

Direction de l'architecture et  
de l'ingénierie (DAI)

Place de la Riponne 10  
1014 Lausanne

# KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren  
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des  
maîtres d'ouvrage publics  
Conferenza di coordinamento degli organi della costruzione e degli immobili dei  
committenti pubblici  
Coordination Group for Construction and Property Services

## Contrat-cadre pour prestations de mandataire

N° et nom du/des site/s:

Exemplaire: mandant / mandataire

Date du contrat:

conclu entre

Etat de Vaud  
Département des finances et des relations extérieures  
(DFIRE)  
Direction générale des immeubles et du patrimoine  
(DGIP)  
M. Philippe Pont - Directeur général  
Place de la Riponne 10, 1014 Lausanne

agissant par

nom du chef de projet DGIP

appelé ci-après

mandant et

☐ l'entreprise  
adresse  
numéro de TVA / IDE

.....  
.....  
.....

☐ la communauté de mandataires (société simple) comprenant:

1. Entreprise chef de file:

.....

2. ....

adresse / domicile de notification  
numéro de TVA / IDE

.....  
.....

appelée ci-après

mandataire

## 1 Objet du contrat

Le présent contrat-cadre fixe les conditions générales des prestations que le mandataire fournit au profit du mandant pendant la durée dudit contrat. Il sert de base au mandant pour commander des prestations auprès du mandataire.

Le mandataire n'a aucun droit à une étendue déterminée du mandat en vertu du présent contrat.

## 2 Éléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction

### 2.1 Liste des éléments du contrat

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

Le présent document.

Les conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017).

L'offre du mandataire du XX.XX.2020

Autres éléments du contrat (EC):

Les règles techniques de la construction, en particulier les normes SIA

### 2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 9 («Accords spéciaux»).

## 3 Rémunération

### 3.1 Rémunération à prix fermes

Une rémunération à prix fermes est convenue dans le **document de la KBOB n° 33 «Commande de prestations de mandataire fondée sur un contrat-cadre.**

### 3.2 Plafond des coûts

Un plafond des coûts de CHF ..... est appliqué pour toutes les prestations commandées dans le présent contrat-cadre. Un éventuel dépassement du plafond des coûts par une commande de prestations de mandataire fondée sur un contrat-cadre a comme conséquence une adaptation immédiate du présent contrat-cadre.

### 3.3 Rémunération d'après le temps employé

☒ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire du .....

☐ .....

☐ Rémunération fondée sur les tarifs horaires ci-après (hors TVA):

Catégorie A: architecte / ingénieur en chef

CHF

.....

Catégorie B: architecte / ingénieur dirigeant, directeur général des travaux

CHF

.....

Catégorie C: architecte, ingénieur, directeur des travaux

CHF

.....

Catégorie D: technicien

CHF

.....

Catégorie E: dessinateur, adjoint au directeur des travaux

CHF

.....

Catégorie F: auxiliaires

CHF

.....

CHF

.....

sans plafond des coûts

.....

- ☒ Rémunération fondée sur le taux horaire moyen suivant (hors TVA),  
valable pour tous les collaborateurs du mandataire:

CHF

.....

### 3.4 Frais accessoires

- ☒ Frais accessoires usuels:

Sont compris dans la rémunération convenue au chiffre 3.1 - 3.3 les frais accessoires du mandataire, tels que les frais de photocopie, de téléphone, de fax, de port, d'assurance, d'hébergement ou encore les frais liés aux repas pris à l'extérieur, aux moyens et au temps de déplacement, à l'infrastructure informatique et aux bureaux de chantier.

Les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, des plans et des autres documents (tels que brochures, rapports, etc.) qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés par le mandant sont remboursés au mandataire à hauteur des dépenses prouvées.

- ☐ Remboursement selon les modalités convenues dans l'accord séparé du .....

### 3.5 Variations de prix suite au renchérissement

Lorsque les variations de prix sont prises en compte, elles sont calculées selon la (les) méthode(s) suivante(s):

- ☒ Les variations de prix sont comprises dans les taux indiqués au chiffre 3.3.  
☐ Les variations de prix ne sont pas comprises dans les taux indiqués au chiffre 3.3.

## 4 Modalités financières

### 4.1 Modalités de paiement

La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

Les modalités de paiement sont fixées dans le **document n° 33 de la KBOB «Commande de prestations de mandataire fondée sur un contrat-cadre»**.

### 4.2 Facturation et paiement

Le mandataire facture ses prestations au moyen d'une facture.

Seules les missions issues de la planification ou notifiées par le mandant peuvent être engagées et facturées par le mandataire, dans le respect des montants alloués.

Le mandataire établit une facture distincte pour chaque site indiqué sur la première page du présent contrat, sur laquelle il mentionne le numéro et le nom du site, ainsi que le numéro TVA de l'entreprise et le montant de la TVA. Les factures doivent être envoyées en un exemplaire à l'attention du chef de projet représentant le mandant.

Les factures sont établies de façon détaillée et vérifiable pour les prestations dues et fournies en vertu du présent contrat. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences sont renvoyées au mandataire pour correction et éventuellement pour complémentation de la documentation. Les parties contestées de la facture n'échoient qu'à la réception d'une demande de paiement établie en bonne et due forme. Le reste de la facture est payé dans le délai indiqué au chiffre 4.3.

### 4.3 Délais de paiement

Le mandant paie les montants échus dans un délai de 30 jours.

Les dispositions relatives au décompte final figurant au chiffre 9.5 des conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017) sont réservées.

#### 4.4 Lieu de paiement

Le mandant vire les montants échus à la (nom de la banque) à lieu.

IBAN: ..... Numéro de compte: .....

#### 5 Délais

Le mandataire doit respecter les délais fixés d'entente avec le mandant. S'il ne les respecte pas, il est automatiquement en demeure.

#### 6 Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

##### Du côté du mandant

Chef de projet:

Courriel:

Téléphone:

##### Du côté du mandataire

Chef de projet:

Courriel:

Téléphone:

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

#### 7 Assurances

Le mandataire / la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle suivante, valable pendant la durée du mandat. Il / elle garantit qu'il / elle maintiendra cette couverture d'assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il / elle présentera au mandant, sur sa demande, les attestations d'assurance valables correspondantes.

Le mandataire / la communauté de mandataires annexe au présent contrat-cadre pour prestations de mandataire une attestation de la compagnie ne datant pas de plus de 30 jours à compter de la date de la signature du contrat.

##### 7.1 Assurance de base

<input checked="" type="checkbox"/> Dommages corporels et dommages matériels	CHF	..... par sinistre / garantie unique (CHF 5 millions min.)
--	-----	--

##### 7.2 Assurances complémentaires

<input type="checkbox"/> Dommages à l'ouvrage	CHF	..... par sinistre / garantie unique
<input type="checkbox"/> Dommages purement économiques	CHF	..... par sinistre / garantie unique
<input type="checkbox"/> Dommages causés aux installations	CHF	..... par sinistre / garantie unique
<input type="checkbox"/> Protection juridique en cas de procédure pénale	CHF	..... par sinistre / garantie unique
<input type="checkbox"/> Autres dommages	CHF	..... par sinistre / garantie unique

☐ Le mandataire déclare être assuré en outre contre les risques spécifiques au projet suivants:

- .....

Compagnie d'assurances:

.....

Numéro de police:

.....

Franchise par sinistre:

CHF .....

(à indiquer par le mandataire)

## **8 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement**

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions prévues par les conventions collectives de travail étendues. Il confirme en outre qu'il continuera à effectuer ces paiements durant toute la durée du contrat.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il est tenu de les obliger par écrit à respecter eux aussi les principes susmentionnés.

Sur demande, le mandataire doit prouver qu'il respecte les conditions du présent chiffre.

Pour chaque infraction à l'une des obligations mentionnées au présent chiffre, le mandataire doit payer au mandant une peine conventionnelle s'élevant à 10% de la rémunération hors TVA des prestations découlant du présent contrat-cadre sur l'année en cours, mais au minimum à CHF 5'000.- et au maximum à CHF 100'000.-

La peine conventionnelle est exigible au jour de la violation desdites obligations et facturée par le mandant au mandataire en début d'année suivante sur la base du décompte final des prestations annuelles.

La peine conventionnelle n'est pas soumise à la TVA (LTVA art. 18 al. 2 let. I).

## **9 Accords spéciaux**

### **9.1 Dérogation et compléments aux conditions générales**

En dérogation et complément aux conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017), il est convenu de ce qui suit:

-

### **9.2 Autres accords spéciaux**

En outre, les parties concluent les accords spéciaux suivants:

#### **a) Engagement des prestations**

1. Les prestations et honoraires issus de la planification budgétaire annuelle (budget de fonctionnement) sont engagés à chaque début d'année civile, lorsque le mandant valide les budgets accordés découlant de la planification.
2. Pour les prestations spécifiques non planifiées et les travaux issus de budgets d'investissement, le mandant notifie au mandataire, préalablement à l'engagement des prestations, une confirmation de mandat fixant les limites de l'intervention : objet, délais, livrables, volume d'heures, honoraires maximum. Ces prestations, qui font l'objet de crédits spécifiques, peuvent être engagées à tout moment de l'année.

#### **b) Limites du mandat**

1. Aucun travail n'est engagé par le mandataire sans confirmation formelle par le mandant du budget accordé.

2. Le mandant se réserve le droit de retirer certains travaux du mandat pour les confier à un tiers ou les exécuter lui-même.
3. Le mandataire est autorisé à passer commande directe pour des travaux et fournitures jusqu'à concurrence de 20'000 fr. HT, sous réserve de la disponibilité financière. Il en informe aussitôt le maître de l'ouvrage en lui communiquant une copie de la lettre de commande. Au-delà de ce montant il prépare une proposition d'adjudication à l'attention du mandant.
4. En cas d'intervention significative sur un bâtiment réalisé par un autre architecte, le mandataire doit associer l'auteur du projet à titre de consultant afin de préserver l'essence du bâtiment et respecter les droits d'auteur.

#### **c) Factures d'entreprises**

Le mandataire est chargé de vérifier les factures des entreprises et de les transmettre au mandant dans les délais spécifiés ci-dessous.

1. En cas de plans de paiement contractuels, d'acomptes fondés sur l'avancement estimé des prestations, d'acomptes fondés sur les prestations effectivement exécutées dans le cadre d'un contrat à prix unitaires, de factures de régie et de factures de variations de prix, le délai de vérification et de transmission des factures établies en bonne et due forme est de 10 jours au plus à compter du jour où celles-ci parviennent au mandataire.
2. Le délai de vérification et de transmission des décomptes finaux établis en bonne et due forme est de 20 jours au plus à compter du jour où ceux-ci parviennent au mandataire.

Si le mandataire ne respecte pas ces délais, le mandant se réserve le droit de lui facturer les intérêts moratoires exigés par l'entreprise ou de les déduire de sa créance d'honoraires.

#### **d) Coordination des spécialistes**

Le bureau d'architectes mandataire est responsable de la coordination des prestations à accomplir par les spécialistes ingénieurs, bureaux techniques, etc. mandatés par le mandant, y compris la gestion administrative de leurs honoraires.

Il doit veiller que le coût des travaux dépendant des autres mandataires s'inscrive dans le cadre économique fixé par le maître de l'ouvrage.

---

### **10 Entrée en vigueur**

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

---

### **11 Durée du contrat**

La durée du contrat est fixe. Elle arrive à échéance le 31.12.2023.

---

### **12 Droit applicable, litiges et for**

Le présent contrat est soumis exclusivement au droit suisse. Les dispositions de la Convention de Vienne (Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980) sont exclues.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles font éventuellement appel à une personne indépendante et compétente, chargée de les concilier. Chaque partie peut aviser l'autre par écrit qu'elle est prête à s'engager dans une procédure de règlement du litige (entretiens directs ou recours à un médiateur). En cas de recours à un médiateur, les parties définissent conjointement avec celui-ci la procédure appropriée et les règles à respecter.

Si les parties ne conviennent pas d'une procédure de règlement du litige ou ne parviennent ni à régler le litige ni à s'entendre sur le choix du médiateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis ou si la médiation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie peut porter le litige devant un tribunal ordinaire.

En cas de litiges découlant du présent contrat-cadre, les parties conviennent que le for est au siège du mandant.

### **13 Expéditions**

---

Le présent contrat est établi en deux exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.



**Le mandant:**

**Etat de Vaud, Département des finances et des relations extérieures (DFIRE)**

Lieu / date

Lieu / date

Philippe Pont  
Directeur général des immeubles et  
du patrimoine

Emmanuel Ventura  
Architecte cantonal, directeur de l'architecture et  
de l'ingénierie

Les membres signataires de la communauté de mandataires:

- déclarent répondre solidairement de l'exécution du contrat;
- confirment que l'entreprise chef de file représente la communauté de mandataires face au mandant jusqu'à révocation écrite et qu'ils considèrent que toutes les communications adressées à ladite entreprise sont notifiées valablement à la communauté de mandataires;
- confirment que les paiements effectués par le mandant au lieu de paiement indiqué au chiffre 4.4 ont un effet libératoire.

**Le mandataire ou les membres de la communauté de mandataires:**

.....

Lieu / date

Lieu / date

Nom  
Fonction

Nom  
Fonction

## Conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB

Edition 2017

### 1 Devoirs de diligence et de fidélité

- 1.1 Le mandataire sert au mieux de ses connaissances les intérêts du mandant, en respectant les règles de l'art généralement reconnues dans sa profession.
- 1.2 Le mandataire évite les conflits avec ses propres intérêts ou avec ceux de tiers.  
Il informe le mandant des éventuels sujets de conflit.
- 1.3 Les parties contractantes s'engagent à ne pas offrir à des tiers, directement ou indirectement, quelque avantage que ce soit. Elles s'engagent également à ne pas accepter, directement ou indirectement, de cadeaux pour elles-mêmes ou pour d'autres et à ne pas se faire octroyer ou promettre tout autre avantage.

### 2 Devoir d'information et de mise en garde du mandataire

- 2.1 Le mandataire informe régulièrement le mandant de l'avancement des travaux et se procure en particulier toutes les informations nécessaires. Il signale immédiatement par écrit tous les faits qui pourraient compromettre la bonne exécution du contrat. Si, en cours d'exécution, il apparaît que des changements toucheront les phases ou les phases partielles à venir, le mandataire le signale immédiatement au mandant par écrit.
- 2.2 Le mandataire informe immédiatement le mandant par écrit des différences entre le volume de travail effectif et le volume de travail convenu ainsi que de tous les facteurs liés à l'évolution des connaissances (par ex. nouveau mode de construction, nouveaux processus de travail ou nouveaux matériaux) qui, pour des raisons techniques ou économiques, peuvent justifier une modification des prestations convenues.
- 2.3 Le mandataire avertit le mandant par écrit des conséquences négatives de ses instructions, en particulier sur les délais, la qualité et les coûts, et le met en garde contre les prescriptions et demandes inadéquates.

### 3 Communauté de mandataires

- 3.1 Les modifications touchant la taille et la composition de la communauté de mandataires requièrent l'accord exprès du mandant. Les accords conclus entre les membres de la communauté de mandataires concernant la prise en charge des frais communs et la participation aux profits et aux pertes n'ont pas d'effet pour le mandant.
- 3.2 Les membres de la communauté de mandataires déclarent que, si l'un d'entre eux quitte cette dernière, ils maintiendront leur société simple, sous réserve de l'accord du mandant. L'art. 536 CO (prohibition de concurrence) ne s'applique pas.

### 4 Recours à des tiers

- 4.1 Le recours à des tiers en vue de l'exécution du contrat est soumis à l'approbation écrite préalable du mandant.
- 4.2 Les tiers auxquels le mandataire fait appel sont considérés comme ses auxiliaires au sens de l'art. 101 CO. L'approbation ou la connaissance, par le mandant, du recours à des tiers n'affecte pas la responsabilité du mandataire découlant du contrat ou liée à ce dernier. L'application de l'art. 399 CO est expressément exclue.
- 4.3 En cas de difficultés de paiement du mandataire, de différends graves entre le mandataire et des tiers ou pour d'autres motifs importants, le mandant peut, après avoir entendu les intéressés, consigner le montant dû aux tiers aux frais du mandataire, avec effet libératoire pour ce dernier. Le mandant informe le mandataire par écrit d'une telle consignation.

### 5 Objet et étendue des pouvoirs de représentation du mandataire

#### 5.1 Principes

En principe, le mandataire n'est pas autorisé à faire à l'égard de tiers des déclarations qui engagent juridiquement le mandant.

Il est cependant habilité à décider de l'attribution de mandats portant sur des prestations ou fournitures uniques et formant un tout qui sont inscrites au devis et dont le prix ne dépasse pas 5000 francs (hors TVA) par cas. Le mandant doit être informé immédiatement de ces commandes.

Les mandats plus importants sont attribués par le mandant.

Le mandataire est tenu d'informer immédiatement le mandant des communications et déclarations de tiers (autorités, entreprises, spécialistes, etc.) qui concernent le mandat (par ex. communications relatives aux facteurs définis comme déterminants pour la qualité du projet et aux risques identifiés, communications relatives aux difficultés rencontrées par les partenaires contractuels et aux demandes de tiers en rapport avec ces difficultés, demandes de modification des prix, mises en garde).

## 5.2 Phase de réalisation

Si les prestations faisant l'objet du mandat comprennent la direction des travaux, le mandataire assume celle-ci conformément aux art. 33 ss de la norme SIA 118 (2013), dans le cadre du contrat passé entre le mandant et les entreprises. Sont exclues des pouvoirs du mandataire les déclarations à portée juridique suivantes, que le mandant se réserve expressément le droit de faire à l'égard des entreprises:

- les modifications du contrat qui ne constituent pas des modifications de commande;
- les modifications de commande déterminantes pour les délais, la qualité et les coûts;
- les déclarations concernant les défauts constatés lors de la réception de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage;
- la reconnaissance finale des métrés et des rapports de régie ainsi que l'approbation du décompte final après sa vérification par la direction des travaux;
- la réclamation et la réalisation de sûretés et de peines conventionnelles.

Le mandataire reprend les présentes dispositions en matière de pouvoirs de représentation dans les contrats d'entreprise qu'il établit.

## 6 Modifications du contrat

- 6.1 Le mandant peut demander que les prestations convenues soient modifiées.
- 6.2 Les modifications des prestations et les adaptations corrélatives de la rémunération, des délais et d'autres points du contrat définies et convenues par écrit dans un avenant avant la poursuite des travaux. Lorsque les honoraires doivent être adaptés, leur nouveau montant est déterminé sur la base des taux constituant la base de calcul initiale, majorés du renchérissement si une adaptation au renchérissement a été convenue contractuellement.
- 6.3 Le mandant rémunère le mandataire pour les prestations autorisées qui ont été exécutées de manière avérée avant la modification de la commande et que cette modification a rendues inutiles.

## 7 Personnes-clés

Sous réserve des cas de résiliation du contrat de travail, de maladie ou de décès, les personnes-clés du mandataire, qui sont responsables du projet, ne peuvent être remplacées après la conclusion du contrat qu'avec l'accord du mandant. Une personne-clé ne peut être remplacée dans sa fonction que par une personne ayant les mêmes qualifications.

## 8 Droit du mandant de donner des instructions

- 8.1 Le mandant est habilité à donner des instructions au mandataire dans le cadre de l'exécution du contrat. Si le mandant déclare par écrit maintenir des instructions contre lesquelles le mandataire l'a mis en garde par écrit, ce dernier ne doit pas répondre envers le mandant des conséquences de ces instructions.
- 8.2 Si, malgré les mises en garde du mandataire, le mandant refuse que les règles de sécurité soient respectées, le mandataire peut, afin de s'exonérer de toute responsabilité à l'égard de tiers, renoncer à son mandat, sans devoir de dommages-intérêts au mandant pour répudiation du contrat en temps inopportun.
- 8.3 Si, à titre exceptionnel, le mandant donne des instructions directement à des tiers, il en informe immédiatement le mandataire par écrit.

## 9 Rémunération

### 9.1 Honoraires et frais accessoires

Les prestations (frais accessoires compris) sont généralement facturées par phase partielle. Pour les phases partielles dont la réalisation dure plus de trois mois, il est possible de facturer des acomptes mensuels, en joignant aux factures les relevés des prestations et justificatifs nécessaires.

Pour chaque phase partielle convenue (voir chiffre 3 du contrat), une récapitulation doit être établie deux mois au plus tard après la fourniture de la dernière prestation. Ce document contient une liste contrôlable des prestations fournies et donne au mandant une vue d'ensemble de toutes les factures établies par le mandataire ainsi que des montants acquittés et de ceux qui restent à payer.

### 9.2 Plafond des coûts

Le dépassement du plafond des coûts convenu est à la charge du mandataire, à moins que le mandant n'ait approuvé par écrit une modification de commande ou que, pour d'autres raisons, il ne soit responsable des coûts supplémentaires.

### 9.3 Rémunération des prestations non définies de manière définitive

Les prestations qui ne peuvent pas encore être déterminées de façon définitive au moment de la conclusion du contrat sont désignées comme telles dans le contrat. Il s'agit en particulier de prestations à fournir dans les dernières phases ou phases partielles.

Avant que ces prestations ne soient exécutées, le mandant et le mandataire conviennent par écrit dans un avenant, en se fondant sur la base de calcul initiale, de leur nature, de leur étendue, de leur rémunération et de la base de calcul applicable.

### 9.4 Réduction des honoraires et retenue

En cas de surcoût ou de dépassement des coûts imputable à une faute du mandataire, le mandant se réserve le droit de réduire les honoraires. Le droit du mandant à des dommages-intérêts est réservé.

Si le mandataire est responsable ou coresponsable de défauts importants, le mandant peut procéder à une retenue équivalant au minimum à la somme des coûts estimés de l'élimination des défauts et du montant estimé du dommage. Le mandant ne peut procéder à une retenue si le mandataire constitue une garantie pour cette dernière. Est considérée comme une garantie notamment une attestation écrite par laquelle l'assurance du mandataire s'engage à couvrir les dommages dont ce dernier doit répondre.

### 9.5 Décompte final du mandataire

Les prestations convenues dans la phase partielle consistant dans la direction des travaux de garantie sont à exclure du décompte final du mandataire. À moins qu'elles ne soient couvertes par une garantie d'exécution à première réquisition, elles doivent faire l'objet de factures séparées qui ne peuvent être établies qu'après la vérification finale au sens de l'art. 177 de la norme SIA 118 (2013) respectivement après la fin des travaux de la phase partielle concernée.

## 10 Prescriptions de sécurité

- 10.1 Le mandataire respecte les prescriptions de sécurité faisant foi.
- 10.2 Le mandant se réserve le droit de faire interrompre immédiatement les travaux lorsque le mandataire viole gravement ou de manière répétée son obligation de respecter les prescriptions de sécurité.

## **11 Confidentialité**

- 11.1 Le mandant et le mandataire traitent de façon confidentielle tous les faits qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. Ce devoir de confidentialité perdure après l'extinction des rapports contractuels. Sont réservées les obligations légales d'information.
- 11.2 La sauvegarde du secret militaire est régie par les prescriptions correspondantes.

## **12 Publications**

- 12.1 La publication de plans de construction, de descriptifs et de photographies de plans de l'ouvrage et de la construction est soumise à l'accord écrit préalable du mandant. L'art. 27 LDA (liberté de panorama) est réservé. Le mandant ne peut refuser son accord que si des intérêts dignes de protection l'exigent.
- 12.2 Le mandataire a le droit d'être cité en tant qu'auteur dans les publications du mandant ou de tiers relatives à son œuvre.

## **13 Responsabilité du mandataire**

- 13.1 Le mandataire répond des dommages résultant de la violation de ses devoirs de diligence et de fidélité, de l'inobservation ou de la violation de règles de l'art reconnues de sa profession, d'un manque de coordination ou de surveillance, d'une mauvaise estimation des coûts ou d'une mauvaise surveillance de ces derniers (notamment un mauvais contrôle des factures des entreprises) ou de la perte des droits qui découlent des défauts de l'ouvrage et qui sont à faire valoir envers les entreprises chargées de l'exécution des travaux.
- 13.2 Les documents insatisfaisants ou entachés d'erreurs sont refusés par le mandant et doivent être révisés gratuitement.
- 13.3 En ce qui concerne les informations sur les coûts, le mandant peut considérer que le montant total des coûts indiqué est fiable dans les limites du degré de précision spécifié. Si des degrés de précision spécifiques sont à convenir pour certains éléments de coûts, ils doivent être fixés dans le contrat.
- 13.4 Si, malgré une mise en garde du mandataire, le mandant fait appel à un tiers donné, le mandataire répond uniquement, en tant qu'employeur, de l'instruction et de la surveillance adéquates de ce tiers.
- 13.5 Le mandant prend en temps utile toutes les mesures qu'on peut raisonnablement exiger de lui et qui sont appropriées pour prévenir la survenance ou l'aggravation d'un dommage. Si, à titre exceptionnel, il présente directement des réclamations pour malfaçon à un ou plusieurs entrepreneurs ou fournisseurs, il en informera immédiatement le mandataire par écrit.
- 13.6 Si un dommage dont le mandataire doit répondre résulte non seulement du fait du mandataire, mais également du fait de tiers, le mandant fait valoir ses droits envers l'ensemble des auteurs du dommage, de sorte que le mandataire puisse se retourner contre tous les coauteurs du dommage après avoir réparé celui-ci.

## **14 Interruption des travaux**

- 14.1 En cas d'interruption des travaux ordonnée par le mandant, le mandataire n'a pas droit à une rémunération supplémentaire pendant la durée de l'interruption.
- 14.2 Si, par suite de l'interruption des travaux, il est nécessaire, lors de leur reprise, de revoir des données ou d'effectuer d'autres travaux qui n'étaient pas prévus, ces prestations supplémentaires et leur rémunération doivent être convenues par écrit entre les parties avant l'exécution des prestations concernées.

- 14.3 Si l'interruption des travaux lui cause un dommage, le mandataire a droit à la réparation de ce dernier, à condition de prouver que cette interruption est imputable à une violation du contrat par le mandant.

## **15 Délai de dénonciation des défauts et prescription**

- 15.1 Sous réserve du chiffre 15.2, les droits résultant du contrat se prescrivent par 10 ans à compter du fait dommageable. Pour les expertises, le délai de prescription commence à courir le jour de leur livraison.
- 15.2 Les droits résultant des défauts d'un ouvrage se prescrivent par cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage.
- 15.3 Les défauts doivent en principe être invoqués dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte. Cependant, les erreurs de calcul ou les erreurs entachant les plans qui sont à l'origine d'un défaut d'un ouvrage immobilier ou d'une partie d'un ouvrage immobilier peuvent être invoquées par le mandant en tout temps pendant deux ans à compter de la réception de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage concernés. Passé ce délai, elles doivent être invoquées dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte.

## **16 Droit d'auteur**

- 16.1 Le droit d'auteur appartient au mandataire.
- 16.2 Le mandant dispose du droit gratuit, irrévocable et non exclusif d'utiliser librement pour ses propres besoins les résultats du travail du mandataire en vue de l'achèvement du projet. Si le mandant fait usage de ce droit sans égard au mandataire, celui-ci a droit au paiement des honoraires dus à ce moment et reconnus par le mandant. En cas de contestation des honoraires, le mandant doit les consigner ou fournir des sûretés.
- 16.3 Si les circonstances le justifient, le mandant est autorisé à modifier les résultats du travail du mandataire déjà pendant la phase d'étude du projet. Il en va de même en cas de fin anticipée du contrat, à condition que celle-ci ne soit pas imputable au mandant.

## **17 Transmission et conservation des documents**

- 17.1 Le mandataire ou chaque membre de la communauté de travail conserve gratuitement et dans leur état d'origine, durant 10 ans au moins à compter de la fin du contrat, tous les documents qui sont liés au contrat et dont les originaux n'ont pas été remis au mandant (tels que les documents relatifs aux décisions et les documents concernant l'ouvrage réalisé: plans, esquisses, calculs, contrats d'entreprise, commandes, correspondance, décomptes, supports de données, etc.).
- 17.2 Sur demande, le mandataire rend à tout moment compte de sa gestion et remet tous les documents qu'il s'est engagé contractuellement à établir dans le cadre des honoraires convenus.

## 18 Fin anticipée du contrat

- 18.1 L'art. 377 CO ne s'applique pas.
- 18.2 Les parties peuvent se départir en tout temps du contrat pour de justes motifs, sans devoir d'indemnité. Est considéré comme un juste motif notamment le remplacement d'une personne-clé par le mandataire qui a lieu sans l'accord du mandant ou en dehors des cas réservés au chiffre 7.
- 18.3 Le contrat peut, par ailleurs, être révoqué ou répudié en tout temps par chacune des parties. Les prestations fournies conformément au contrat avant la fin de ce dernier sont payées au mandataire sans majoration des honoraires.
- 18.4 Si une partie résilie le contrat en temps inopportun, elle doit indemniser l'autre partie du dommage prouvé (mais en aucun cas du manque à gagner) sans lui verser de supplément.
- 18.5 Il n'y a pas résiliation en temps inopportun lorsque le comportement d'une partie constitue un motif justifié de résiliation du contrat par l'autre partie.
- 18.6 En outre, la résiliation du contrat par le mandant n'est pas considérée comme intervenant en temps inopportun:
- lorsque les crédits ne sont pas approuvés ou débloqués par l'autorité législative, l'autorité exécutive ou une autre autorité;
  - lorsque des autorisations font défaut;
  - lorsque le mandant n'autorise pas l'exécution de certaines phases;
  - lorsqu'une ou plusieurs personnes-clés du mandataire dont la collaboration est déterminante pour le projet sont remplacées dans leur fonction sans l'accord du mandant ou en dehors des cas réservés au chiffre 7.

## 19 Signatures

Les conditions générales ci-dessus font partie intégrante du contrat de mandataire du .....

Lieu et date:

Lieu et date:

.....'

.....'

Le mandant:

Le mandataire:

Philippe Pont,

.....

Directeur général

.....



**Direction générale des immeubles et  
du patrimoine (DGIP)**

**Direction de l'architecture et  
de l'ingénierie (DAI)**

Place de la Riponne 10  
1014 Lausanne

# KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren  
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des  
maîtres d'ouvrage publics  
Conferenza di coordinamento degli organi della costruzione e degli immobili dei  
committenti pubblici  
Coordination Group for Construction and Property Services

## Annexes

---

### Annexe 1: Offre du mandataire relative au contrat-cadre du .....